

Crise de régime en France : la tourmente et la boussole

samedi 25 mars 2017, par [CREMIEUX Léon](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mars 2017).

Sommaire

- [1.- Une crise sans précédent](#)
- [2.- L'éclatement annoncé \(...\)](#)
- [3.- La poussée attrape-tout](#)
- [Une polarisation à l'extrême-d](#)
- [A gauche du PS, les perspectiv](#)

Dire que la France vit une crise de régime est un euphémisme. Chaque jour apparaît un nouvel élément d'une crise politique qui ronge les deux piliers de la vie politique française depuis plus de quarante ans : le PS et Les Républicains (LR), le parti issu du gaullisme. Désormais une élection « surprise » de Marine Le Pen lors de la prochaine élection présidentielle ne peut être exclue. Cette crise politique et institutionnelle est aussi la conséquence d'une crise sociale au sein de laquelle la polarisation politique se produit, malheureusement, essentiellement à droite et à l'extrême-droite.

Même si les situations inattendues se sont multipliées les dernières semaines, le plus probable désormais est que ni le PS ni LR ne seront présents au deuxième tour de l'élection présidentielle du 7 mai prochain. Cette situation inédite aura des effets en ricochet sur l'élection de l'Assemblée nationale (11 et 18 juin 2017). En France, la mécanique électorale introduite depuis 2002 fait que la présidentielle produit un effet de levier sur l'élection de l'Assemblée qui a lieu quelques semaines plus tard, le parti du président élu bénéficiant systématiquement d'un appel d'air bénéficiant à ses candidats.

Nous sommes donc probablement à la veille d'une réorganisation sérieuse du champ des partis politiques institutionnels et peut-être d'une crise politique de plus grande ampleur.

Trois phénomènes nouveaux ont été à l'œuvre depuis quelques semaines.

1.- Une crise sans précédent du parti LR

Elle a été déclenchée par la révélation des malversations et des détournements de fonds publics de François Fillon. Les journalistes d'investigation du Canard enchaîné et de Mediapart, notamment, ne cessent depuis deux mois de distiller les nouveaux éléments mettant en lumière des pratiques qui, si elles n'ont rien de nouveau et si François Fillon n'en avait pas l'exclusivité, ont un effet délétère. Celui qui avait bâti sa campagne, lors des primaires de la droite, sur une image de « Monsieur Propre » apparaît comme le champion des détournements de fonds pour bénéfice personnel. Depuis plus d'un mois, sa campagne est inaudible, totalement étouffée par son « affaire » et son obstination narcissique à se maintenir. Peu à peu, durant le mois de février, la quasi-totalité des dirigeants des LR, Sarkozy en tête, ont été convaincus du risque majeur que représentait le maintien de Fillon et ont essayé de trouver une solution alternative pour que la droite soit présente au second tour. Mais

si Fillon avait réussi à s'imposer lors des primaires de décembre contre les candidats « naturels » de la droite - Sarkozy et Juppé - c'était à cause de l'affaiblissement, du discrédit de ces dirigeants auprès de l'électorat le plus réactionnaire qui a préféré plébisciter un catholique conservateur et ultra-libéral.

Entre le 1^{er} et le 5 mars, avec l'annonce de la prochaine mise en examen de Fillon, quasiment tous les dirigeants de LR lui demandèrent de se retirer, à commencer par son porte-parole et son directeur de campagne, Thierry Solère et Patrick Stefanini. L'allié des LR, les centristes de l'UDI (Union des démocrates et indépendants), « suspendit » son soutien. Mais la direction du parti n'a pas eu la force de contraindre Fillon à se démettre. Elle n'a, d'abord, pas réussi à se mettre d'accord pour avancer une candidature alternative pouvant rassembler les divers courants. Ensuite, Fillon lui-même proclama qu'il se maintiendrait contre vents et marées, menant bataille contre l'appareil de son parti. Totalemment isolé dans celui-ci, mais comprenant la faiblesse de sa direction, il a joué la carte de la mobilisation, à l'extérieur du parti, de l'aile la plus conservatrice, la plus réactionnaire de ses soutiens, organisée par le mouvement « Sens commun » (mis sur pied en 2014 à partir des activistes de « la Manif pour tous », les opposants au mariage homosexuel).

Avec l'appui de Sens commun et de l'hebdomadaire d'extrême-droite Valeurs actuelles, Fillon mit sur pied, le 5 mars, une manif de soutien visant à dénoncer « les juges » et à s'imposer face à l'appareil du parti. Il réussit alors le coup de force de son maintien, prenant appui sur le succès du rassemblement de 40'000 à 50'000 manifestants sur la Place du Trocadéro à Paris. En 48 heures, la direction de LR capitula « dans l'unité ». Elle renouvela son soutien à François Fillon, de crainte de voir des pans entiers de son électorat le plus réactionnaire rejoindre Marine Le Pen. Les mêmes qui, au nom de la probité en politique, fustigeaient la veille Fillon et exigeaient son retrait ont finalement mis leur chapeau sur leur « morale ». De même, les centristes de l'UDI qui n'avaient pas eu de mot assez durs quelques jours avant contre les mensonges de Fillon ont renouvelé leur soutien en échange de 20 investitures supplémentaires pour les élections législatives...

Tout cela prêterait à rire si ce n'était le signe d'une déliquescence de LR, de sa soumission à son aile la plus réactionnaire sous pression du Front national, d'une forte polarisation politique à droite. D'un autre côté, des désaffections se multiplient dans l'aile du parti autour d'Alain Juppé, dont plusieurs partisans rejoignent la campagne d'Emmanuel Macron.

2.- L'éclatement annoncé du Parti socialiste

Dans le PS aussi, les tendances centrifuges sont à l'œuvre. Benoît Hamon a échangé la bienveillance de la direction du PS - qui l'a accepté comme candidat officiel - contre une campagne atone, remisant toute critique du bilan des gouvernements de Hollande. Campagne sans relief, ne pouvant se prévaloir que du retrait du candidat EELV (Europe Ecologie-Les Verts) en sa faveur, là aussi en échange d'une quarantaine de circonscriptions réservées pour les législatives [1].

On a pu comparer la victoire de Hamon à un « effet Corbyn » à la française. C'était partiellement vrai du point de vue du geste des électeurs des primaires de gauche, voulant sanctionner les politiques libérales de Valls et le quinquennat Hollande. Mais la comparaison s'arrête là. Dès son élection, B. Hamon s'est réintégré sagement dans l'appareil du PS, affirmant même qu'il assumait l'essentiel du bilan de Hollande. Il n'y a pas l'ombre d'une mobilisation populaire autour de la campagne de Benoît Hamon et même sa mesure phare de revenu universel s'est ensablée dans les compromis nécessaires avec la direction du PS. B. Hamon n'est en rien un candidat anti-austérité, un candidat de rupture avec les règles libérales de l'Union européenne. Cette allégeance n'empêche pas une lente hémorragie depuis deux mois, d'élus, de responsables du PS rejoignant les rangs des

soutiens d'Emmanuel Macron : derniers en date, Bertrand Delanöe, ancien maire PS de Paris, et Jean Yves Le Drian ministre de la Défense (et VRP respecté de l'industrie d'armement française).

L'assurance de l'absence de Hamon au 2^e tour entraîne un climat particulier au sein du PS. La direction continue officiellement d'assurer Hamon de son soutien et menace d'exclusion et de refus d'investiture pour les législatives tous ceux qui parraineraient la candidature de Macron. Parallèlement, de plus en plus de dirigeants et d'élus préparent l'après-premier tour. Un appel de députés PS circule sous le manteau et Pierre Bartolone, président « socialiste » de l'Assemblée nationale, estime qu'il est prêt à voter Macron, « si la démocratie est en danger et que c'est la seule alternative ». Son ami politique Manuel Valls, l'ancien Premier ministre, battu par Hamon lors des primaires, vient d'afficher publiquement son refus de soutenir Benoît Hamon. La grande majorité des ministres reste en marge de la campagne du PS, marquant une sympathie muette pour Macron.

François Hollande, lui-même, affiche ce soutien silencieux. Beaucoup espèrent un scénario qui n'a que peu de chance de se produire. Celui que le second tour de la présidentielle ouvre un espace au PS pour une alliance soudée avec Emmanuel Macron, atténuant les conséquences de l'échec de Hamon lors des législatives. Car le PS - comme LR - craint que l'effet Macron balaye ses candidats pour les législatives de juin. Dans tous les cas, les élections à venir auront un effet corrosif sur le PS. Si la candidature d'un « frondeur » (B. Hamon) a bloqué toute montée de Mélenchon, conjuguée avec la poussée du social-libéral Macron, elle va entraîner à coup sûr une explosion du PS en cas de victoire de ce dernier. Le projet de Manuel Valls d'un parti démocrate à l'image du Parti démocrate de Matteo Renzi (du moins, dans sa version la plus reluisante) risque bien de se réaliser... sans le PS, ou du moins sur ses cendres ! En effet, le PS en tant que tel n'aura aucun rapport de force de parti face à Macron.

3.- La poussée attrape-tout d'Emmanuel Macron

Issu de l'orientation social-libérale de Hollande et de Valls, s'étant émancipé du PS et de son bilan, il réussit, pour l'instant, là où beaucoup avaient échoué avant lui : créer un mouvement de centre droit capable de prendre le dessus sur la social-démocratie et les alliés démocrates-chrétiens du mouvement gaulliste.

Médiatiquement, il apparaît comme rompant avec les anciens partis, donnant une image jeune, moderne sur les questions de société et libéral sur les questions économiques. Il affiche la volonté de présenter au moins une moitié de candidats aux législatives issus de « la société civile », c'est-à-dire sans antécédent politique [voir sur le site alencontre.org, sous la rubrique A l'Encontre TV, la vidéo d'Osons causer « Qui est vraiment Macron »]. Dès le départ, il a refusé tout accord d'appareil avec des courants issus du PS ou de la droite, et sa force dans les sondages, le succès de ses meetings, la polarisation médiatique, lui donnent les moyens de tenir cette posture. Evidemment, la politique proposée par Macron n'a rien de nouveau. Elle prend sa source dans les recettes libérales élaborées sous Sarkozy et Hollande, dont il fut un conseiller et un ministre. Le rédacteur essentiel de son programme est Jean Pisani-Ferry, un économiste et haut fonctionnaire, social-libéral blanchi dans les cercles ministériels, notamment autour de Dominique Strauss-Kahn. Le programme économique n'a rien de novateur, centré sur la baisse des dépenses et des recettes publiques, la pérennisation des exonérations patronales sur les salaires et les impôts, de nouvelles déstructurations du Code du Travail, le passage progressif aux retraites par capitalisation. Pour organiser le « rajeunissement » de ses élus et correspondants dans les régions, il a nommé un vieux notable, parlementaire chiraquien, Jean-Paul Délevoye (ancien directeur de sociétés agroalimentaires et président du Conseil économique, social et environnemental de 2010 à 2015). Mais l'image est celle du renouveau.

De plus, Macron polarise d'autant plus dans le PS comme parmi LR que les profils des candidats de ces partis créent évidemment un effet centrifuge vers le centre... Valls et Juppé auraient considérablement réduit l'espace d'Emmanuel Macron. De plus, les sondages de ces dernières semaines en ont fait « le seul à même de battre Marine Le Pen », polarisant même un électorat de gauche ayant combattu les lois Macron et El Khomri. Aujourd'hui, même sans parti précédemment constitué, Macron bénéficie d'assez de transfuges du PS, de l'UDI et de LR pour structurer sa campagne et préparer les législatives. En cas de victoire à la présidentielle, il peut donc avoir les moyens de tenir sur une position officielle de refus d'accord d'appareil pour les législatives avec le PS ou les partisans de Juppé. Dès lors, la question des alliances serait renvoyée au mois de juin. Dans tous les cas son succès aurait un effet explosif sur le PS et corrosif sur la droite UDI-LR.

Une polarisation à l'extrême-droite

Tous ces éléments renforcent la polarisation à l'extrême-droite par Marine Le Pen, à tel point que sa présence au second tour est assurée et son élection au deuxième tour ne peut être exclue. L'extrême-droite a engrangé, comme dans beaucoup de pays d'Europe, les fruits de la crise sociale en jouant sur les mécaniques d'un repli identitaire nationaliste auquel, en l'absence d'un pôle politique anticapitaliste et actif dans les couches populaires, peuvent adhérer de nombreux électeurs touchés par les politiques d'austérité. Les politiques libérales menées par la social-démocratie ont accentué ces phénomènes.

De plus, la politique sécuritaire, l'islamophobie d'Etat et le racisme institutionnel du gouvernement Valls ont là aussi amené de l'eau au moulin du Front national. L'influence du FN s'est largement développée au sein de l'armée et de la police, dont les gouvernements socialistes auront flatté les tendances les plus réactionnaires. Le refus de l'accueil des migrant·e·s, les politiques ultra-sécuritaires développées après les attentats ont là aussi été capitalisées à la fois par l'aile la plus réactionnaire de l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire, renommée en 2015 Les Républicains-LR) et par le FN. Les sondages montrent que dans le maelström électoral actuel, l'électorat de Le Pen reste stable, peu sensible même aux affaires financières dans lesquelles le Front national est, lui aussi, impliqué.

A gauche du PS, les perspectives ne sont pas à l'échelle de la crise politique

Jean-Luc Mélenchon a réussi à imposer sa candidature à ses partenaires d'un Front de Gauche qu'il a lui-même sabordé pour mettre hors de tout contrôle sa candidature auto-proclamée avec « la France insoumise » (FI) dont les représentants locaux et les thèmes sont sous le contrôle exclusif de Mélenchon lui-même. Cette campagne autocratique, qui se prétendait il y a quelques mois l'alternative à Sarkozy et à Hollande, a été déstabilisée par les péripéties ultérieures. Scotché autour de 10%, il n'apparaît plus que comme la cinquième roue du palmarès électoral. Dès lors, l'aspect purement personnel de sa campagne, dans une posture héritée de Mitterrand, a un effet boomerang catastrophique.

Il avait explicitement refusé de fonder sa campagne sur une convergence organisée de forces politiques et de fronts de mobilisation sociale. Son programme, même s'il reprend toute une série de questions présentes dans les mobilisations sociales des dernières années, les moule et les reconfigure dans des dérives républicaines et chauvines, à l'image de ses meetings clôturés au son de l'hymne national. Les forces qui, à côté du Parti de Gauche, le soutiennent sont réduites au rôle de figurants et de spectateurs, les porte-parole de campagne étant adoués par JLM.

Le PCF continue jusqu'à ce jour un bras de fer pour obtenir que FI ne présente pas de candidats contre 15 candidats députés du PCF dont les 10 sortants. Le refus de JLM de signer cet engagement a amené le PCF à bloquer le parrainage pour JLM de ses 850 élus, retardant jusqu'à la fin la confirmation de candidature de JLM (805 signatures validées). Cet épisode de tractation électorale est à l'image de celles menées entre le PS et EELV ou entre LR et l'UDI. Cela montre surtout la dynamique limitée de la campagne de Mélenchon, tournant désormais à vide sur l'axe du sauveur suprême de la gauche. Quand bien même il rassemble beaucoup de militants du mouvement syndical et du mouvement social qui se portent sur lui afin d'exprimer un vote ayant du poids à gauche du PS.

Mais cela laisse en état la question essentielle pour celles et ceux qui, sur de multiples fronts, luttent contre les politiques libérales et réactionnaires. Un an après le mouvement social le plus puissant (contre la Loi Travail) que le pays a connu depuis 1995, la seule polarisation politique réelle est à droite. Or, des dizaines de milliers de manifestants ont réussi à paralyser le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ; des dizaines de milliers de militants se sont mobilisés dans le pays pour l'accueil des migrant·e·s ; de nombreuses grèves ouvrières, quelle qu'en soit l'importance, marquent chaque mois les régions du pays, sur les questions de salaires ou d'emplois. D'importantes mobilisations ont eu lieu et vont avoir lieu contre les violences policières et le racisme d'Etat, comme le meurtre d'Adama Traoré l'été dernier dans l'Oise, le viol du jeune Théo à Aulnay sous-bois en février dernier. Ces violences, bénéficiant du climat d'impunité de la police, révèlent non pas des « bavures », mais un racisme structuré par les pratiques des institutions de l'Etat et les politiques gouvernementales. Face à elle, un antiracisme politique est en train de se construire. Toutes ces mobilisations sociales prouvent la résistance de couches populaires, elles esquissent toutes le besoin d'un projet politique global de justice sociale face à l'exploitation capitaliste et aux discriminations.

Les affaires de Fillon ont, une fois de plus, révélé les pratiques de responsables politiques qui s'enrichissent, trafiquent tout en imposant aux classes populaires la remise en cause des droits élémentaires des travailleurs et travailleuses. Ils ne sont jamais que le pendant des grands dirigeants de firmes capitalistes bénéficiant de généreux bonus, alors qu'ils mettent en œuvre des plans de licenciements et de gains de productivité. Les luttes d'Air France, des Good Year s'étaient fait l'écho de ces exigences sociales. L'affaire Fillon fait remonter des exigences démocratiques de contrôle populaire, de remise en cause des institutions. Le mouvement Nuit Debout avait manifesté ces exigences démocratiques. On ne comprendrait pas d'ailleurs le séisme qu'ont produit les révélations du Canard Enchaîné sur Fillon si l'on ne le rattachait pas à la prise de distance, au profond rejet des institutions politiques de la part de couches populaires, chez qui progresse sans cesse l'abstention.

Tous ces éléments de mobilisations, ces exigences sociales et démocratiques sont présents, de façon éclatée, en arrière-plan dans la situation politique, mais ne pèsent pas jusqu'à aujourd'hui, ne donnent pas de boussole dans une campagne présidentielle polarisée par le centre-droit de Macron, la droite extrême de Fillon et l'extrême-droite de Le Pen.

Les militant·e·s du NPA (Nouveau parti anticapitaliste) ont réussi à obtenir les 573 signatures nécessaires pour la présentation de Philippe Poutou à l'élection présidentielle. Le but du NPA dans cette campagne est justement de porter la nécessité d'une nouvelle représentation pour les exploité·e·s et les opprimé·e·s, portant le projet d'une société débarrassée de toutes les oppressions. Cette exigence, ce projet peut entrer en écho avec les attentes d'un grand nombre des militant·e·s du mouvement social. Les semaines à venir, quoi qu'il advienne, vont rendre cette nécessité encore plus urgente.

Léon Crémieux

P.-S.

* <http://alencontre.org/laune/france-la-tourmente-et-la-boussole.html>

Notes

[1] On ne peut pas comprendre les manœuvres autour des principaux partis en France sans prendre en compte le système électoral archaïque : les députés ne sont pas élus à la proportionnelle mais au scrutin uninominal à deux tours. Donc, un parti minoritaire ne peut pratiquement pas avoir d'élus - c'est le cas de l'extrême gauche - sans un accord global avec un gros parti qui, dans certaines circonscriptions, retire ses candidats au 1^{er} tour au profit de ce petit parti. Sinon, même en obtenant des scores de plus de 5% ou 10% des voix au niveau national, l'absence de proportionnelle barre la route aux partis minoritaires